



HAL
open science

La révolution culturelle et l'enseignement en Chine

Paul Bady

► **To cite this version:**

Paul Bady. La révolution culturelle et l'enseignement en Chine. *Nichifutsu bunka*. : Revue de collaboration culturelle franco-japonaise , 1972, 27, pp.34-47. halshs-04360402

HAL Id: halshs-04360402

<https://shs.hal.science/halshs-04360402v1>

Submitted on 27 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

日仏文化

NICHIFUTSU BUNKA

Revue de
Collaboration culturelle franco-japonaise

N° 27

財団法人 日 仏 会 館

MAISON FRANCO-JAPONAISE

27

Mars 1972

NICHIFUTSU BUNKA

日 仏 文 化

No 27 / Mars 1972

SOMMAIRE

Pierre LELONG	Organisation de la recherche scientifique et technique en France — processus de décision en matière de projets et de coopérations	1
X. de PLANHOL	Islam et géographie	15
Paul BADY	La révolution culturelle et l'enseignement en Chine	34
Jean-Martin FOLZ	Les problèmes de pollution — vers une politique globale de l'eau	48
J.-M. フォルツ 菊池真一 訳	公害問題—水の全体政策について	59
ビエール・マルトロ 戸張智雄 訳	青年の生活共同体としてのパリ大学都市の諸問題	68

Activité

Maison et Société franco-japonaises	73
Sociétés franco-japonaises spécialisées	76
Sociétés franco-japonaises régionales	78

Publication : La Maison franco-japonaise, no. 3, 2-chôme, Surugadai, Kanda Chiyodaku, Tokyo. tél. (291) 1141

Imprimée à Tokyo, par la Nissin Tosho Printing Co., Ltd.

LA REVOLUTION CULTURELLE ET L'ENSEIGNEMENT EN CHINE⁽¹⁾

Paul BADY

Monsieur l'Ambassadeur,
Messieurs les Administrateurs,
Monsieur le Directeur,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier M. Dollander d'avoir bien voulu organiser ces conférences de pensionnaires, qui permettent de rappeler que la Maison franco-japonaise est aussi un institut de recherches, notamment en matière d'études orientales.

Je tiens ensuite à dire toute ma reconnaissance à M. Nemoto, du journal *Asahi*, qui a accepté de traduire cet exposé, on dépit d'un travail considérable: M. Nemoto traduit actuellement les *Mémoires d'espoir* du général de Gaulle.

Je voudrais enfin m'excuser du caractère très "scolaire" du sujet que je vais traiter. On ne trouvera ici rien de "sensationnel" en ce qui concerne la Révolution Culturelle. Je crois en effet le moment venu de consacrer à cette révolution des études limitées autant que possible à des domaines précis: c'est là le seul moyen de faire progresser un peu la connaissance générale que nous essayons d'en avoir. Je dis "essayons", car il est très malaisé de ne pas rester schématique, quand les sources d'information dont nous disposons sont aussi peu nombreuses et souvent unilatérales. On ne trouvera pas non plus dans cet exposé de souvenirs personnels. Malgré de multiples demandes auprès des autorités, je n'ai pu faire, en trois ans, que deux visites: l'une dans une école primaire d'une commune populaire des environs de Pékin, l'autre dans une université technique de Shanghai. Ces visites m'ont cependant permis de constater une certaine concordance entre la situation concrète des écoles et la présentation assez abstraite que les journaux donnaient des questions scolaires et univer-

⁽¹⁾ Conférence donnée le 4 février 1971 à la Maison franco-japonaise.

sitaires. En toutes choses, disait Montaigne, il convient de séparer "la paille des mots" et "le grain des choses".

Au cours de la Révolution Culturelle, l'ensemble du système d'enseignement en Chine a subi une métamorphose complète, dont on peut voir un symbole dans le titre d'un article paru en première page du *Quotidien du Peuple*, le 21 Septembre 1971, et saluant l'entrée des "étudiants ouvriers, paysans et soldats" dans les "universités socialistes d'un type nouveau" de la capitale chinoise: "Le rêve de millions d'ouvriers, de paysans et de soldats réalisé!" L'université de Pékin ouverte à toutes les catégories sociales! Pour bien comprendre la portée de l'événement, il est nécessaire de le situer par rapport à tous ceux qui l'ont précédé et de souligner que, dans le domaine de l'enseignement comme dans tous les autres secteurs culturels, la révolution continue. Le problème de la formation des "successeurs de la révolution" ne saurait, en effet, être résolu en quelques années: aux yeux de Mao, il s'agit là d'une question "extrêmement importante, vitale pour l'avenir du Parti et du pays".

Il est bien difficile, à l'heure actuelle, de faire l'histoire de la Révolution Culturelle dans le domaine de l'enseignement, pour beaucoup de raisons: les principales tiennent à l'imprécision et à la rareté des informations données dans la presse chinoise. Les deux seuls journaux dont la vente est autorisée aux étrangers résidant à Pékin, le *Quotidien du Peuple* et la *Clarté*, ont cependant consacré de larges et fréquentes colonnes aux problèmes scolaires et universitaires, qui font même l'objet de tribunes spéciales et de débats apparemment ouverts. Il est donc possible de dégager au moins les grandes lignes d'une histoire que la diversité des expériences locales a rendue particulièrement confuse jusqu'à la définition, par le pouvoir central, d'un système plus cohérent. On peut ainsi distinguer, dans les années écoulées depuis le printemps 1966, les cinq grandes phases suivantes:

- 1) Les débuts de la "grande critique", (Mai-Août 1966)
- 2) L'apparition des gardes rouges et les "échanges révolutionnaires", (Août 1966, Mars 1967)
- 3) Le retour dans les établissements et les tentatives de réforme, (Mars 1967, Juillet 1969)
- 4) L'entrée des "équipes de propagande" et le départ pour le travail manuel, (Juillet 1968, Septembre 1970)
- 5) L'admission, enfin, des nouveaux étudiants dans les universités et la mise en vigueur du régime d'enseignement prolétarien", (Depuis Septembre 1970).

Les deux premières phases, qui vont de mai 1966 à mars 1967, sont celles dont on a le plus entendu parler en Occident du fait de l'aspect violent et spectaculaire que prit alors la lutte des étudiants et aussi en raison de la relative liberté dont jouissaient encore à l'époque les journalistes étrangers à Pékin, sinon en province. On pouvait alors lire affiches et journaux de gardes rouges, ce qui fut par la suite expressément interdit. Il n'est pas question de faire ici le récit des événements qui, de l'affichage sur les murs de l'Université de Pékin du premier journal en gros caractères, le 25 mai 1966, à la prise du pouvoir par les maoïstes, en passant par la destitution de toutes les "autorités académiques" et les grands défilés de gardes rouges de l'été et de l'automne 1966, ont marqué les débuts de la "grande critique révolutionnaire". Apparemment, la Révolution Culturelle est née dans l'Université. En réalité, il est clair aujourd'hui que, si les étudiants ont été à l'avant-garde de la révolution, leur combat a été vite, sinon dès le début, englobé dans une lutte pour le pouvoir. Cette visait à détruire non seulement tout l'ancien système d'enseignement, mais aussi, et avant tout, les nombreuses citadelles que le "révisionnisme" occupait au sein du parti. Le but des maoïstes était, en fait, de trouver une force de manœuvre contre Liu Shaoqi et ses partisans. Les étudiants ont ainsi joué un rôle dont tous n'étaient pas conscients à l'origine. Plusieurs factions de gardes rouges furent même pendant longtemps manipulées par les tenants de la ligne "révisionniste", ce qui entraîna une grande confusion et dans certains cas, notamment à Pékin, des heurts fratricides.

Toutefois, l'aspect politique de la révolution dans l'Université chinoise ne doit pas faire perdre de vue les causes spécifiques de ce que l'on peut aussi considérer comme une grande révolte étudiante. Quand Mao lança son fameux mot d'ordre "On a raison de se révolter", les jeunes qui allaient ainsi devenir des "rebelles révolutionnaires" crurent qu'il s'agissait d'abord de mettre à bas l'ensemble d'un appareil scolaire et universitaire qu'ils critiquaient depuis de nombreuses années. Au moment où s'est déclenchée la Révolution Culturelle, il existait, en effet, un profond mécontentement. Celui-ci jusqu'alors n'avait pu s'exprimer directement, mais les étudiants étrangers résidant à Pékin en ont eux-mêmes été les témoins.

Le malaise n'était du reste pas limité au milieu étudiant. C'est toute la Ligue de la Jeunesse communiste qui se trouvait alors en crise. Le Président Mao, recevant des visiteurs étrangers, entre autres Malraux au cours de l'été 1965, n'hésitait pas à faire état devant eux de son inquiétude: l'évolution de la jeunesse risquait de faire "changer la Chine de couleur", tellement grande était à ses yeux l'influence corruptrice du

"révisionnisme bourgeois" sur les jeunes. Mais l'insatisfaction, pour être généralisée, n'en était pas moins particulièrement sensible dans les écoles et les universités.

Le plus grave défaut que l'on puisse reprocher à l'ancien système d'enseignement réside dans le fait aujourd'hui reconnu que le "droit à l'enseignement" inscrit dans la Constitution (article 94) était loin d'être assuré. Cela était vrai même au niveau primaire, où les familles paysannes notamment rencontraient de multiples obstacles à l'instruction de leurs enfants: droits de scolarité relativement élevés dans un pays où l'on aurait pu croire l'enseignement gratuit et universel, sinon obligatoire, manque à gagner des enfants en âge de travailler, problème de la garderie des cadets par les aînés, éloignement des écoles, surtout dans les régions montagneuses, question de la langue pour les minorités nationales. L'enseignement secondaire, quant à lui, était essentiellement concentré dans les communes et les agglomérations urbaines, loin des villages et des brigades de production, de telle sorte que les élèves qui avaient la chance d'y entrer étaient condamnés à un internat qui ne faisait que les éloigner davantage de leur milieu d'origine. Enfin, l'enseignement supérieur faisait l'objet d'une sélection redoutable: le concours national qui était organisé jusqu'en 1965 écartait des universités près des neuf-dixièmes des diplômés de l'enseignement secondaire et le dixième élu était lui-même réparti en fonction d'un classement dans la hiérarchie des différents établissements d'enseignement supérieur. Là, le système des notes, la longueur des études et les affres d'un bachotage intensif au moment des examens achevaient de décourager beaucoup d'étudiants, inquiets par ailleurs de voir se multiplier les départs à la campagne. Et il faudrait ajouter que, dans une vieille tradition mandarinale comme la Chine, l'influence de l'héritage culturel familial était profonde, tant sur la nature que sur le cours des études entreprises. Certaines familles autrefois privilégiées par la fortune furent accusées durant la Révolution Culturelle d'avoir encouragé leurs enfants à faire de longues études en leur disant: "Nous avons tout perdu. C'est le seul avantage qui nous reste".

L'enseignement lui-même était inadéquat. Fondé sur un principe "élitiste", sur la base dite de "la petite pagode précieuse", il établissait, dans tous les ordres d'enseignement, une très grave inégalité de niveau entre certains établissements "de pointe", auxquels étaient affectés la majeure partie des crédits et les meilleurs professeurs, et le reste des écoles, où l'on ne donnait aux élèves qu'une instruction minimum, celle qui pouvait être utile à de futurs paysans et ouvriers. Seuls les premiers établissements fonctionnaient à plein temps, les autres devant se con-

tenter du régime mi-étude mi-travail. Un plan de dix ans aurait même été envisagé en 1963, qui aurait accentué la différence existant déjà entre une formation réservée aux cadres supérieurs, aux "aristocrates de l'esprit", et un enseignement destiné aux masses. Un tel système, qui prétendait "marcher sur les deux jambes", visait, en fait à résorber autant que possible l'afflux démographique des jeunes de l'après-guerre, ainsi que les conséquences des mesures prises pendant le "Grand bond en avant" en vue de démocratiser davantage l'enseignement. Mais il semble que, même si ce plan avait été sérieusement appliqué, il n'aurait pas atteint son objectif. Car l'inflation en cadres soit incompetents, en raison d'une formation excessivement générale, soit trop spécialisés, à la suite d'un enseignement poussé dans des détails inutiles, était déjà, à cette date, une réalité. Le "rouge" et l'"expert" ne parvenaient pas à se rejoindre.

Face à cette situation, c'est tout le système qu'il fallait repenser. Jusqu'alors, les étudiants n'avaient guère eu leur mot à dire. En déclenchant ce qui allait devenir "la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne" mais qui, à l'origine, apparut surtout comme une nouvelle campagne d'"éducation socialiste" ou de "rectification" visant les intellectuels, le Comité central du Parti, lors de sa réunion de septembre 1965, ne songeait sans doute pas à donner libre cours au mécontentement des étudiants. Seul Mao devait entrevoir à la fois la nécessité d'une destruction et d'une refonte complètes du système d'enseignement et l'intérêt qu'il pouvait avoir à exploiter contre ses adversaires politiques le malaise de la jeunesse.

Pour que la transformation fût radicale, le mieux était d'interrompre le fonctionnement normal de la machine universitaire. A la suite de la publication par le *Quotidien du Peuple* d'une lettre dénonçant le système traditionnel d'admission dans l'enseignement supérieur, une circulaire conjointe du Comité central et du Conseil des Affaires de l'Etat, en date du 13 juin 1966, décida de suspendre pour six mois l'entrée dans les universités. Cela revenait d'une certaine manière à jeter dans la rue tous les jeunes ayant achevé leurs études secondaires. Ceux-ci constituèrent le premier noyau de gardes rouges, tandis que tous les établissements étaient plongés dans le chaos et que les élèves étaient incités à critiquer violemment leurs professeurs.

Le 8 août 1966, la lutte menée par les étudiants reçut la sanction officielle du Comité central. Ce dernier adopta alors une décision dont le dixième point semble avoir été directement inspiré par Mao et mérite, à ce titre, d'être cité intégralement:

"Réformer l'ancien système d'éducation ainsi que les anciens principes et méthodes d'enseignement est une tâche d'une importance

extrême dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en cours.

Le phénomène des intellectuels bourgeois dominant nos établissements d'enseignement doit complètement prendre fin au cours de cette Grande Révolution Culturelle.

Dans tous les établissements d'enseignement, il faut appliquer à fond la politique formulée par le camarade Mao Zedong suivant laquelle l'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et se combiner avec le travail productif, afin que tous ceux qui reçoivent l'éducation puissent se développer moralement, intellectuellement et physiquement pour devenir des travailleurs cultivés, dotés d'une conscience socialiste.

La scolarité doit être réduite. Le programme d'études doit être réduit et amélioré. Les matières d'enseignement doivent être radicalement réformées, certains d'entre elles doivent tout d'abord être simplifiées. Tout en se consacrant principalement aux études proprement dites, les élèves et les étudiants doivent apprendre encore autre chose. En d'autres termes, ils doivent non seulement s'instruire sur le plan culturel, mais également sur celui de la production industrielle et agricole et de l'art militaire; et ils doivent participer, chaque fois qu'"elles s'engagent, aux luttes de la Révolution Culturelle critiquant la bourgeoisie."

Ce texte servira de base au nouveau système d'enseignement. Mais à l'époque où il fut publié, la situation était d'une extrême confusion, due non seulement aux débordements de la "grande critique", mais aussi à la contre-offensive lancée dans plusieurs établissements par les "groupes de travail" "révisionnistes", et il n'était pas question de reconstruire quoi que ce fût avant d'avoir détruit toutes les anciennes structures.

Après des mois de révolution dans la rue, où les gardes rouges tenaient le haut du pavé, le plus difficile fut de rappeler à l'ordre ces derniers et de les ramener à l'école. Cette troisième phase de la révolution dans l'enseignement fut marquée par ce qu'on a appelé alors "le vent noir de l'anarchisme". Dès le 1^{er} décembre 1966, un appel au retour dans les établissements d'origine fut lancé par le pouvoir central, qui dut le répéter en fixant au 4 février 1967 la date limite de rentrée dans les écoles primaires et au 18 février, puis au 7 mars de la même année la reprise des activités, sinon des cours, des classes secondaires. A l'exception du primaire, cet appel fut, semble-t-il, très mal suivi. D'un côté, les professeurs, dont beaucoup avaient essuyé de violentes critiques de la part de leurs anciens élèves, quand ils n'avaient pas été victimes de sévices plus graves, hésitaient à "remonter sur une estrade" où ils ne seraient désormais plus

les seuls à parler. De l'autre, les gardes rouges préféraient poursuivre leurs "échanges d'expériences révolutionnaires" en parcourant gratuitement le pays, plutôt que de reprendre le chemin indiqué par les autorités.

Dans l'enseignement supérieur, le mouvement dit "de reprise des cours et de révolution" au sein des établissements s'amorça seulement au début du mois de juillet 1967. En fait, il s'agissait plus, au niveau des universités comme de l'enseignement secondaire et parfois même primaire, de rétablir l'ordre dans les établissements que de reprendre effectivement les cours, ainsi qu'en témoigne la directive que le Président Mao dû adresser à l'armée, le 7 mars 1967, et qu'il renouvela, sous une forme différente, l'année suivante, au courant du mois de mars. Mao invitait l'armée à remettre de l'ordre dans les établissements et à renforcer le sens de l'organisation et de la discipline des enseignants et des étudiants révolutionnaires.

Cette intervention de l'armée, qui s'accompagna par ailleurs d'une incorporation massive de gardes rouges, permit la constitution, dans chaque établissement, d'un Comité révolutionnaire, sauf dans certaines universités qui ne parvinrent à ce stade que beaucoup plus tard. Toutefois, elle ne contribua guère à calmer les esprits et ne favorisa que médiocrement les tentatives de réformes. Ces tentatives visaient essentiellement à établir des rapports nouveaux entre les étudiants et les professeurs. Mais elles cachaient parfois une volonté de restaurer les cadres et les méthodes anciennes, de sorte qu'elles étaient vite dénoncées par des éléments qui souvent étaient plus extrémistes que véritablement révolutionnaires. Enfin, aux yeux de certains, l'enseignement n'ayant plus le sens qu'il avait, le travail de professeur était devenu "le dernier des métiers", et les études "inutiles". Autant donc fermer tous les établissements et envoyer tout le monde au travail manuel.

Il faut croire que cet avis était partagé par un grand nombre, puisque Mao sembla répondre directement à ces partisans du pire dans une de ses directives les plus importantes, publiée dans le *Quotidien du Peuple* du 22 juillet 1968. Cette directive qui marque le début de la quatrième phase de la révolution dans l'enseignement, commence, en effet, de la façon abrupte suivante:

"Des établissements d'enseignement supérieur, il en faut encore; et par là, j'entends surtout les universités et instituts scientifiques et techniques."

On peut penser également que les dirigeants n'étaient guère satisfaits des réformes entreprises jusqu'alors, puisque, dès le 27 juillet de la même année, des "équipes de propagande de la pensée de Mao Zedong", com-

posées de soldats et d'ouvriers, entraient dans les établissements universitaires. Le Président Mao fit alors une nouvelle instruction, le 25 août il déclarait:

"Pour accomplir la révolution prolétarienne dans l'enseignement, il faut la direction de la classe ouvrière; il faut que les masses ouvrières y prennent part et qu'elles coopèrent avec les combattants de l'Armée Populaire de Libération pour réaliser la triple union révolutionnaire avec les éléments actifs qui, parmi les étudiants, enseignants et ouvriers des écoles, sont décidés à mener jusqu'au bout la révolution prolétarienne dans l'enseignement. Les équipes ouvrières de propagande devront rester longtemps dans les écoles et y participer à toutes les tâches de lutte-critique-réforme. De plus elles devront toujours diriger les écoles. A la campagne, il faut que les écoles soient gérées par les alliés les plus sûrs de la classe ouvrière, les anciens paysans pauvres et moyens de la couche inférieure."

Le premier travail des équipes de propagande fut, dans les établissements urbains, de convaincre étudiants et professeurs de partir se faire "rééduquer" par les masses ouvrières et paysannes. Déjà, dans les années qui avaient précédé la Révolution Culturelle, les intellectuels, qu'ils fussent jeunes ou plus âgés, participaient au "travail productif", notamment lors des vacances d'été. Mais il ne s'agissait là que de périodes de courte durée, sauf pour certains étudiants envoyés pour défricher des terres vierges en Mongolie intérieure ou dans le Xinjiang. Désormais, on fut invité à s'installer "pour la vie" parmi les paysans et les ouvriers. Le mois de Mai 1968 fut ainsi marqué, en Chine, par des départs massifs et définitifs d'étudiants à la campagne, souvent dans des régions très défavorisées et très reculées. A partir de l'été, la "rééducation" par le travail manuel fut rendue obligatoire pour tous, à l'exception d'un petit nombre d'étudiants et de professeurs ayant fait preuve d'un esprit suffisamment "révolutionnarisé" pour prendre part, avec les membres des équipes de propagande, aux tâches de "lutte-critique-réforme", c'est à dire à la réorganisation de l'enseignement.

Des résistances durent se faire sentir alors, car le Président Mao intervint à double reprise; la première fois, le 11 septembre 1968, il crut bon confirmer la nécessité de la "rééducation":

"Parmi les étudiants formés à la vieille école, ceux qui peuvent s'intégrer aux ouvriers, paysans et soldats, sont nombreux, ils représentent même la majorité; parmi eux il en est qui découvrent et qui créent; mais il faut qu'ils soient rééduqués par les ouvriers, paysans et soldats, qu'ils réforment complètement leur état d'esprit antérieur, dans

le sens de la ligne correcte. Les intellectuels de ce genre sont les bienvenus parmi les ouvriers, paysans et soldats.”

La seconde fois, il exhorta les parents à laisser partir leurs enfants et tenta de persuader les paysans d'accepter sans mot dire cette charge supplémentaire, en publiant dans le *Quotidien du Peuple* du 22 décembre une nouvelle directive:

“Il est vraiment nécessaire que les jeunes intellectuels aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens de la couche inférieure. Il faut convaincre les cadres et les habitants des villes d'envoyer à la campagne leurs enfants diplômés des écoles secondaires du premier ou du second cycle, ou des universités. Qu'on fasse une mobilisation! Les camarades des diverses régions rurales doivent leur faire bon accueil.”

Les professeurs, pour leur part, furent répartis dans plusieurs écoles de cadres dites “du 7 mai” pour y subir une “rééducation” plus ou moins longue, on fonction de leur passé, du degré de “révolutionnarisation” de leur pensée, et aussi des besoins des classes primaires et secondaires, où les cours avaient fini par reprendre, tant bien que mal. Dans certains cas, enseignants et étudiants partirent ensemble. Ainsi l'Université de Pékin créa, dans la province du Jiangxi, une ferme agricole où paraît-il, travaillèrent côte à côte l'ancien recteur Lu Ping et celle qui fut la première à l'attaquer, la jeune philosophe Nie Yuanzi. D'autres établissements, tels l'Université Tongji de Shanghai, spécialisée dans la construction et les travaux publics, et quelques départements de chimie ou de mécanique d'autres universités, qui avaient tenté différentes expériences de travail productif, en liaison avec des usines, purent également assurer en partie la “rééducation” sur place.

Cependant, il convenait aussi d'envisager l'avenir de l'ensemble de l'enseignement supérieur. Dans sa directive du 22 juillet 1968, dont nous avons cité le début plus haut, Mao avait déjà jeté les bases des futures “universités socialistes”. Se référant à un rapport, effectué dans une usine de machines-outils de Shanghai, qui tendait à prouver que la plupart des innovations techniques étaient le fait d'anciens ouvriers devenus techniciens, et non de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, le Président avait déclaré qu'il fallait prendre la voie suivie par cette usine,

“... c'est-à-dire former un personnel technique issu des rangs des ouvriers.”

Et il avait ajouté:

“Les étudiants doivent être choisis parmi les ouvriers et les paysans ayant une expérience de la pratique; après quelques années d'études, ils

retourneront à la pratique de la production.”

C'est l'étude de ce texte, ainsi que la réflexion des responsables demeurés dans les établissements, notamment ceux de l'Université Qinghua de Pékin, qui ont permis à la révolution d'entrer dans sa cinquième et dernière phase, avec l'admission de nouveaux étudiants dans un certain nombre d'universités. L'ensemble du nouveau système d'enseignement prolétarien étant ainsi en place, il devient maintenant possible de l'analyser, même si, sur de nombreux points, l'examen ne peut être que partiel et ne dépasse pas les grandes lignes.

La comparaison de l'ancien et du nouveau régime scolaire et universitaire, figurée dans le tableau ci-dessous, fait apparaître d'abord de considérables différences dans la longueur et le déroulement des études. L'enseignement primaire est réduit d'un an, le secondaire de deux, le supérieur de trois:

L'enseignement en Chine		
Ancien régime	Age	Nouveau régime
Enseignement primaire (6 ans)	7	Enseignement primaire (5 ans)
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Enseignement secondaire (6 ans)	13	Enseignement secondaire (4 ans)
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
Enseignement supérieur (6 ans)	19	Travail manuel et qualification technique à la base (5 ans)
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
		Enseignement supérieur (3 ans)
		Retour à la base

Surtout, il faut noter que la continuité des anciennes années d'études est désormais interrompue. Elle peut même être suspendue définitivement, car le nouveau diplômé de l'enseignement secondaire ne peut être

certain, quand il part travailler à la base, dans une commune populaire, une usine ou une unité de l'armée, d'entrer un jour à l'Université. Tout dépendra de son zèle politique, de la façon dont il aura su "se lier avec les masses" et de l'ingéniosité technique dont il aura fait preuve dans son travail. Il pourra même se voir préférer finalement un vieux travailleur qui jusque là n'aura pas pu faire d'études.

Le nouveau système d'admission dans l'enseignement supérieur, point-clé de la révolution, prévoit, en effet, que l'ancienne limite d'âge, ramenée en 1964 à 27 ans, est supprimée, et que l'on peut commencer des études à tout âge, et quelle que soit sa formation antérieure. C'est là sans doute la partie la plus révolutionnaire du nouveau régime. Celui-ci tend en effet à instaurer une authentique éducation permanente. Dans un pays où l'étude était considérée comme "l'occupation suprême", une certaine égalité devant l'enseignement est enfin assurée.⁽²⁾ Encore faut-il pouvoir donner d'abord à tous une formation suffisante au niveau primaire et, si possible, secondaire.

Jusqu'à la Révolution Culturelle, près de 10% de la population en âge d'être scolarisée ne l'était pas. Et un dixième seulement des enfants pouvait passer des classes primaires aux secondaires. Un changement radical était donc nécessaire. Celui-ci intervint, du moins sur le papier, lorsque le *Quotidien du Peuple* publia, le 14 novembre 1968, une lettre de deux instituteurs de la province du Shandong. Dans cette lettre les instituteurs proposaient que "toutes les écoles primaires d'Etat fussent prises en charge par les brigades de production". Cette "proposition", qui était parfaitement dans la ligne du Président Mao concernant le contrôle des écoles par les ouvriers et les paysans, fut saluée comme s'il s'agissait d'une décision officielle et, à ce titre, elle entra immédiatement en application. Elle mit fin à la gestion directe, ou seulement indirecte, des anciens "bureaux de la culture et de l'éducation" des districts, et elle confia la charge entière des écoles dans les campagnes aux paysans eux-mêmes. Qu'il s'agisse de locaux, de crédits de fonctionnement ou du traitement des instituteurs, le pouvoir exercé autrefois par les "bureaucrates" passa désormais aux mains des responsables de chaque brigade. L'enseignement lui-même, ainsi que la rédaction des manuels, échappa même en partie aux anciens maîtres, qui furent souvent suppléés dans leur

⁽²⁾ Le choix des nouveaux étudiants se fait désormais en quatre temps: "inscription" des candidats, "recommandation" par les masses, "approbation" par les dirigeants des unités de base, et, enfin, "réexamen" des candidatures présentées par les établissements concernés.

tâche par des "travailleurs pleins d'expérience à la fois pratique et révolutionnaire".

Outre leur valeur politique, ces nouvelles dispositions comportent, dès à présent, de nombreux avantages. Elles permettent d'étendre considérablement la scolarisation, en particulier dans les régions reculées et parmi les minorités nationales. L'enseignement, raccourci et simplifié en fonction des besoins purement locaux, se rapproche aussi du travail productif et prend un caractère essentiellement pratique. Enfin et surtout, l'Etat trouve ainsi la possibilité de consacrer à d'autres secteurs, notamment à la défense nationale, les crédits jusqu'alors destinés aux classes primaires. Seule la charge de l'enseignement secondaire, réduit le plus souvent à l'état de cours complémentaires, lui revient désormais.

Il est encore trop tôt pour porter de jugement sur un système, qui n'a pu encore faire ses preuves et dont l'application fait toujours l'objet de diverses expérimentations mais on voit néanmoins les difficultés qu'il risque d'entraîner. La décentralisation que le nouveau régime instaure peut amener en effet des disparités dans l'enseignement qui sera donné; en particulier, la progression de la langue commune, enseignée par des instituteurs formés dans des écoles normales et affectés ensuite dans des régions différentes de leur terre natale, est en passe d'être retardée au profit des multiples dialectes locaux. De même, l'absence de manuels établis à l'échelon national se fait déjà gravement sentir; la fixation des programmes et des horaires, où une large place est faite à la lutte des classes, déclarée "cours principal", à l'étude de "la pensée-mao-tsétoung", à l'entraînement militaire et au travail manuel⁽³⁾ est laissée à l'initiative locale et sujette à controverse. Quant à la qualification des maîtres, transférés dorénavant dans leur brigade d'origine, où ils sont assimilés à de "simples travailleurs" et rémunérés, au niveau primaire, selon le système des points de travail, elle court le danger d'une sérieuse insuffisance, d'autant plus que le "perfectionnement individuel", préconisé naguère par Liu Shaoqi et plus anciennement par la tradition confucéenne n'a plus de sens aujourd'hui.

⁽³⁾ On aurait aimé pouvoir donner ici de détail des matières enseignées au titre de la "formation générale". On sait seulement que celle-ci comprend, pour le secondaire: l'étude de la langue chinoise avec pour textes de lecture les deux tomes des *Oeuvres choisies* de Mao, des rudiments de comptabilité, ainsi que des éléments de mathématiques, de physique et de chimie choisis en fonction de leur utilité pratique. L'histoire et la géographie sont centrées sur les luttes révolutionnaires au niveau local et international. La part faite à la littérature et aux langues étrangères demeure encore indéterminée.

Par ailleurs, la révolution, de l'aveu même de ses promoteurs, rencontre de gros obstacles lorsqu'on l'étend, comme c'est le cas actuellement, des campagnes aux villes. Il est très difficile, en effet, d'établir des liens aussi étroits, dans les centres urbains, entre les usines et les écoles qu'entre les brigades de production agricole et les classes dont elles ont maintenant la gestion. Une main-d'œuvre inexpérimentée est moins bien accueillie dans des ateliers qu'elle risque de désorganiser que dans les champs où l'on a souvent besoin d'elle, notamment au moment des récoltes. Les ouvriers de certaines usines répugnent de surcroît à s'occuper d'une "affaire d'enseignement", qui n'a rien à voir avec la production industrielle. De leur côté, les parents d'élèves citadins, habitués à garder longtemps leurs enfants auprès d'eux à la faveur d'études plus longues qu'à la campagne, acceptent mal de les laisser partir dès la fin du premier cycle secondaire.

Dans l'enseignement supérieur, les problèmes sont encore plus nombreux et complexes, comme le prouve le caractère tardif et limité de la rentrée de sept 70. On peut toutefois distinguer grossièrement deux grands problèmes. Il y a d'une part le problème des professeurs. Mao lui-même a souligné son importance: "le problème essentiel dans la réforme de l'enseignement est celui des enseignants." La "rééducation" subie actuellement permettra-t-elle de combler prochainement les vides considérables creusés par la Révolution Culturelle dans l'ancien corps professoral? Personne peut actuellement l'affirmer. Il y a, d'autre part, la question du contenu même de l'enseignement supérieur. Si l'avenir des sections et des instituts scientifiques et techniques, dans la mesure où ils réduisent la recherche et les études fondamentales au profit de travaux appliqués, menés en commun avec des ouvriers et des techniciens, paraît assuré, celui des anciennes Facultés des lettres et des sciences humaines, droit compris, n'est même pas mentionné. Il est même apparu une expression qui dénonce la caractère "dangereux" des études littéraires et de la culture. Le sort réservé à la médecine reste indéfini, du moins au niveau des facultés, car on sait, par ailleurs, l'extension du nombre des "médecine aux pieds nus", les infirmiers formés pour les zones rurales conformément à une ancienne instruction de Mao, datée du 26 juin 1965. La formation de véritables praticiens pourra-t-elle notamment s'accommoder de la limite des trois ans d'études imposée, en principe, à tout l'enseignement supérieur? Pour l'essentiel, les "universités socialistes d'un type nouveau" sont encore à définir.

Dans un entretien publié exceptionnellement dans le drapeau rouge du mois d'août 1970, un des principaux leaders issus de la Révolution Culturelle, Yao Wenyuan, a voulu répondre aux allégations "impérialistes

et révisionnistes", selon lesquelles l'absence de toute admission, quatre années durant, de nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur aurait entraîné un "affaiblissement du potentiel technique et industriel" de la Chine. D'après Yao, au contraire, la révolution dans l'enseignement aurait permis "non seulement d'élever le niveau des productions de pointe, mais encore d'accroître l'ensemble du potentiel technique au service du socialisme." Il est sans doute encore trop tôt à cet égard pour se livrer à des conclusions définitives. Il est seulement possible d'insister sur la finalité d'une transformation qui, plus encore qu'une révolution scolaire et universitaire, constitue une véritable révolution sociale. Cet aspect a été souligné à de fréquentes reprises en particulier lorsque certains ont voulu se contenter de réformer le système existant. La "révolution de l'enseignement", comme on dit en Chine, doit se faire "toutes portes ouvertes" sur la société.

Mais l'originalité profonde de la révolution en cours n'est pas tant dans cette ouverture d'un monde resté jusqu'alors clos. Elle n'est pas dans la généralisation de l'enseignement et la définition d'un nouveau "cursus" universitaire. Elle résiderait plutôt dans la volonté de réduire, dans un premier temps, le déséquilibre qui, dans le domaine de l'enseignement comme dans d'autres, existait entre les villes et les campagnes, et supprimer, dans un deuxième temps, la catégorie sociale particulière que constituaient les diplômés des anciens enseignements secondaire et supérieur. En ce sens, la révolution actuelle témoignerait d'une méfiance accrue du régime à l'égard des intellectuels de naissance ou de formation bourgeoise. Elle rappelle également l'"orientation" définie par Mao dès le 4 mai 1939, à Yanan:

"Comment s'y prendre pour déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non? Comment faire la distinction? Il n'y a qu'un seul critère, c'est de voir si ce jeune veut se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie effectivement à elles. S'il le veut, et s'il le fait, c'est un révolutionnaire; dans le cas contraire, c'est un non-révolutionnaire ou un contre-révolutionnaire."⁽⁴⁾

Paul Bady

*Pensionnaire de la Maison franco-japonaise,
Ancien Attaché culturel près l'Ambassade
de France à Pékin (1967-1970).*

⁽⁴⁾ "L'orientation du mouvement de la jeunesse", *Oeuvres choisies*, édition française, Pékin 1967, tome II, p. 264.